

Benabbou Senouci

Economiste algérien. Professeur à l'École Supérieure d'Économie d'Oran. Coordinateur de l'équipe de recherche « Énergie, environnement et problématique du développement durable dans le Maghreb », membre du Laboratoire de recherche sur les économies euro-méditerranéennes « LAREEM » / Université d'Oran.

Février 2023

****L'interview (version PDF) a été revue, modifiée et validée par Benabbou Senouci*

Habib - Bonjour Si Benabbou. D'abord, merci beaucoup pour votre temps et pour l'accueil, on est chez vous.

Benabbou - C'est moi qui vous remercie.

Habib - A Oran, dans ce qu'on appelle à Oran-est. Vous êtes économiste.

Benabbou - Tout à fait.

Habib - Je pourrais dire un peu plus parce qu'évidemment, je suis allé me promener pour voir un peu ce que vous avez fait, depuis que je vous ai contacté la première fois. Mais pour ce travail-là précis, je préfère laisser la parole à mes interlocuteurs et interlocutrices pour se présenter directement comme ils le souhaitent, comme donc vous le souhaitez.

Benabbou - Oui, donc mon nom de famille c'est Senouci, mon prénom c'est Benabbou. Je suis né en 1960 à Tizi, un village à Mascara. À ne pas confondre avec Tizi Ouzou. C'est tout à fait à l'ouest. C'est à 1 kilomètre au sud d'Oran. J'ai grandi là-bas, ensuite mes parents sont venus à Oran. Mon père était commerçant au début, ensuite il est passé instituteur, certainement il a dû faire ça par militantisme d'autant plus qu'il a fait la prison à deux reprises pendant la guerre de libération. Ensuite, il est redevenu commerçant. Il avait toute une bibliothèque à la maison familiale chez mon grand-père à Tizi. Il avait plein d'ouvrages, il était un bon bilingue, des ouvrages en français et en arabe et je me suis un petit peu imbibé à travers les lectures que je faisais dans la bibliothèque de mon père. Ça m'a beaucoup aidé. J'étais assez jeune lorsque j'ai commencé la lecture.

Habib - C'était quel genre de livres ?

Benabbou - C'étaient des romans.

Habib - Et vous vous rappelez, du ou des premiers romans que vous avez lus ?

Benabbou - Je me rappelle, alors il y avait Les Misérables de Victor Hugo, comme il y avait le Manfalaouti, Taha Hussein, Ahmed Amine et autres. Il y avait un peu de tout, c'étaient les livres de mon père que je lisais, il les avait laissés dans la bibliothèque familiale chez mon grand-père.

Habib - Surtout, vous êtes en train de citer des auteurs arabes, arabophones.

Benabbou - Non, mais j'avais lu Victor Hugo dans cette bibliothèque. Les misérables, ça je me rappelle très bien, mais c'est vrai qu'il y avait surtout des livres en arabe. Je parle des livres que j'avais lu pendant mon enfance, les lectures de jeunesse c'était autre chose

Habib - Et votre maman, elle faisait quoi ?

Benabbou - Non ma maman, c'était une femme au foyer.

Habib - Elle savait lire et écrire ou pas ?

Benabbou - Non, non.

Habib - D'accord. Et vous étiez combien de frères et sœurs ?

Benabbou - Nous sommes six garçons et trois sœurs.

Habib - D'accord, vous êtes l'aîné ?

Benabbou - Je suis l'aîné des garçons.

Habib - L'aîné des garçons, et il y avait une fille ?

Benabbou - Khadija qui est plus âgée que moi.

Habib - Plus âgée que vous. D'accord, et vous êtes né à Tizi et à quel moment vous arrivez à Oran ?

Benabbou - Bon, je ne me rappelle pas exactement, mais c'était juste après l'indépendance. Ma mère habitait déjà Oran auparavant.

Habib - Elle était originaire d'Oran ?

Benabbou - Originaire de Mascara, mais ses frères ont déménagé à Oran pendant les années 1940 ou 1950, je n'ai pas la date exacte, mais, c'était peut-être 1960. Donc mon père a ouvert un commerce. Ensuite peut-être qu'il a été influencé par les idéaux en vogue de l'époque il a donc travaillé dans les écoles primaires comme instituteur. Et c'est là qu'on a fait les villages de l'Ouest, fait le déplacement à chaque fois, ils le mutaient chaque fois. Mais il n'arrivait pas à joindre les deux bouts. Sa paie d'instituteur ne lui suffisait pas. Donc, à chaque fin de mois il allait chez mon oncle afin de pouvoir boucler le mois et sa paie ne lui permettait pas vraiment d'assurer le niveau de vie minimum. Donc il a laissé tomber l'enseignement, et il est redevenu commerçant, comme il était.

Habib - Vous êtes né en 1960, donc deux ans avant l'indépendance, votre père à ce moment-là, est ce que votre père s'était engagé dans la lutte d'indépendance ?

Benabbou - Oui. Mon père et mon grand-père. Mon père a fait de la prison, il a été torturé et il y avait même des séquelles de torture.

Habib - Votre grand père ?

Benabbou - Mon père, qui avait des séquelles, mon grand-père aussi a été emprisonné.

Habib - Votre père a été torturé. Donc vous vous rappelez, la période, quand est-ce qu'il a été arrêté ? Quand est-ce qu'il a ...

Benabbou - On m'a dit que quand je suis né, mon père était en prison.

Habib - D'accord. Et il est rentré au moment de l'indépendance ou plus tôt ?

Benabbou - Non, non, en prison il était à Mascara, il était dans la prison de Mascara. On a même des photos de mon père à la prison.

Habib - D'accord. Et au moment de l'indépendance, vous avez deux ans, vous êtes trop jeune ...

Benabbou - Je ne me rappelle pas j'avais à peine 18 mois.

Habib - Évidemment. Mais la mémoire à posteriori, ce qu'on a pu vous raconter, à partir du moment où vous avez commencé à prendre conscience des choses, c'est quoi pour vous, pour vous enfant, encore. C'était quoi l'indépendance ? C'est un événement ...

Benabbou - Non je me rappelle juste une chose. Je ne sais pas c'était à quelle date, mais j'étais enfant, on m'a fait sortir pour fêter le drapeau, pour, je pense c'était juillet ou bien novembre, je ne sais pas, je devais avoir trois ou quatre ans, peut-être, mais c'était bien après l'année de l'indépendance.

Habib - Oui. Donc pas encore à l'école.

Benabbou - Pas encore à l'école, non.

Habib - Parce que l'école, vous avez commencé à la fréquenter à partir de cinq ou six ans comme tous les gamins.

Benabbou - Six ans. Mon père a refusé de me scolariser à l'âge de cinq ans, pourtant il était instituteur à l'époque, il m'a scolarisé à l'âge de six ans, il ne voulait pas me faire la faveur, parce qu'on donnait des faveurs pour les instituteurs, on pouvait admettre les enfants à l'âge de cinq ans à l'école.

Habib - Et lui ne voulait pas profiter de cette faveur. Une question d'honnêteté, de fierté, une question de ...

Benabbou - Je ne sais pas, mais peut-être tout ça.

Habib - Il ne l'a pas fait.

Benabbou - Il ne l'a pas fait, ou peut-être qu'il pensait que l'enfant doit jouer suffisamment avant qu'il ne soit scolarisé !

Habib - Et quel genre d'éducation vous avez reçu ? C'était assez souple, assez ...

Benabbou - C'était très cool.

Habib - Et donc vous sortiez, vous...

Benabbou - Il faut dire que j'ai passé une partie de mon enfance chez mon grand-père, il y avait aussi mon jeune frère et un cousin paternel. Quand mes parents étaient à Oran, donc j'ai passé une partie de ma scolarité primaire chez mon grand-père à Tizi (Mascara), alors que mes parents, c'est-à-dire, ma mère mon père et mes frères et sœurs, étaient à Oran.

Habib - Oui, et c'est pareil, c'est assez cool ?

Benabbou - Non, c'était différent, ce n'était pas comme à Oran.

Habib - Un peu moins cool.

Benabbou - Non, mon grand-père était très cool, mais mon oncle un petit peu sévère, c'est normal. Mon oncle vivait avec mon grand-père. Il était un petit peu sévère. Je trouvais ça tout à fait normal.

Habib - Oui, et ils sont toujours en vie, vos parents ?

Benabbou - Non, malheureusement. J'ai perdu ma mère en juillet 2020. C'était une épreuve très dure, jusqu'à présent.

Habib - Et le père est parti plus tôt ?

Benabbou - Il est parti assez tôt. Il est parti à l'âge de 65 ans, en 1998.

Habib - Vous aviez quel âge ?

Benabbou - En 1998, j'avais 38 ans.

Habib - D'accord. Et vous aviez une relation, au fur et à mesure, vous grandissez, vous commencez à avoir des vraies relations avec votre père, vous discutez, vous échangez, et avec l'âge, vous commencez à discuter des choses sérieuses ?

Benabbou - Pendant le lycée, au début du lycée, oui, mais après, notamment à l'université, je commençais à prendre un peu de distance. Peut-être c'était l'université, je ne sais pas, mais je commençais déjà à diversifier mes lectures, l'ambiance de l'époque nous poussait à s'imprégner des idées de gauche, et je pense que je le suis toujours.

Habib - C'était vous, qui preniez de la distance ?

Benabbou - Oui, mon père avait une culture et une éducation traditionnelles, il a fait l'école primaire française au début, ensuite, il a été envoyé par son père à une cinquantaine de kilomètres du village Tizi dans la ville de Sfisef dans une école coranique, pour apprendre le coran et les préceptes de base de la religion, il était autodidacte. Donc c'était ça son background, même s'il a été influencé par le nassérisme, il vénérât Nasser. Pour résumer il avait des convictions nationalistes.

Habib - Vous n'arriviez pas à faire comprendre ?

Benabbou - Je n'ai pas eu de conflits, il n'y a jamais eu de conflit entre mon père et moi. Mais déjà, au lycée, j'ai commencé à faire du volontariat. C'était les derniers temps du

volontariat. Nous étions je pense la dernière brigade de volontaires de la révolution agraire, c'était la brigade de la commune de Mesra, wilaya de Mostagenem. Et là c'était les premiers contacts avec les militants de gauche, des militants du Parti de l'avant-garde Socialiste (PAGS). Même si au lycée j'étais dans la section de l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne. (UNJA) qui à cette époque était de gauche.

Habib - Ça, c'est les années 1970, avec la fin de la révolution agraire.

Benabbou - C'était en 1979, moi j'ai eu mon bac en 1981, et donc la dernière année du lycée et la première année d'université, on a fait le volontariat pendant deux années, c'étaient les seules années où j'avais fait du volontariat et après on est passé à autre chose.

Habib - Et c'était pour expliquer aux paysans l'intérêt de la réforme.

Benabbou - C'était la fin du volontariat parce que c'était aussi la fin de la révolution agraire, parce que le but des volontariats c'était de faire rapprocher les étudiants de la paysannerie afin d'expliquer ce que c'est la révolution agraire. Les structures, ce que c'est une coopérative agricole. Toutes les structures, les CAPRA (Coopératives Agricoles de Production de La Révolution Agraire), et tout ce qui s'en suit avec. Sensibiliser et vulgariser les textes de la révolution agraire.

Habib - Vous y croyiez à l'époque ?

Benabbou - Oui, profondément.

Habib - Et plus tard ? Avec la distance.

Benabbou - Forcément qu'il y a toujours des remises en cause, pas sur le principe, mais par rapport à certaines priorités, par rapport au recul, mais on a été baignés dans cette atmosphère-là. On ne peut pas nier ou remettre en cause. Jusqu'à présent je ne renie pas ni mon passé, ni ce que je faisais comme actions.

Habib - Non, mais je veux dire ma question était sur l'idée. Si à un moment plus tard, vous vous êtes demandé ce que vous étiez allé faire là-bas ? C'était porter les bonnes paroles, vous aviez un peu comme une âme missionnaire ?

Benabbou - On le faisait par militantisme, par conviction, c'était notre rôle, bon ce n'était pas le cas de tous les étudiants. Ce n'était pas le cas de tous les lycéens de première année. J'étais parmi les rares lycéens qui faisaient le volontariat. C'était surtout le mouvement étudiantin, c'étaient surtout les étudiants. Je me rappelle qu'on était en train de rédiger un rapport à l'époque. Et c'est moi qui avais pris la rédaction avec le chef de brigade, M'hamed Bouricha, et j'étais convaincu que ça allait donner des résultats, que cette lettre-là va bouleverser toutes les choses au niveau de la commune de Mesra, parce qu'il y avait des problèmes qu'on avait évoqués dans cette lettre, c'était une longue lettre de plusieurs pages, mais finalement elle est restée lettre morte, il n'y a pas eu de suite. Et c'est là où commence la désillusion, on sent qu'il y a eu peut-être un peu trop de romantisme dans la démarche, mais peut-être pas assez de réalisme, par rapport au rapport de force qui commencer à changer après le décès de Houari Boumediene.

Habib - Et donc il y a eu un moment de désillusion.

Benabbou - Parmi les moments de désillusion, cette lettre-là, parce qu'elle était adressée

au président de la République à l'époque et on pensait que ça allait bouleverser les choses, que ça allait donner des résultats, ce n'était pas le cas. Ça c'était la désillusion à une échelle réduite, mais la grande désillusion c'était l'effondrement du bloc socialiste et les questionnements qui s'imposaient suite à cela.

Habib - Vous faites la première année de volontariat, vous passez votre bac à ce moment-là, c'était la fin du lycée.

Benabbou - Quand j'ai eu mon bac, j'étais à la campagne de volontariat, j'étais à Mesra.

Habib - D'accord. Et c'était un bac de quoi ?

Benabbou - Sciences.

Habib - Sciences. Et cette expérience de la campagne, ça ne vous a pas donné l'idée de vous spécialiser sur, économie éventuellement, mais économie rurale dans ce cas-là, ou une autre discipline, branchée sur, si je peux dire, orientée vers la campagne algérienne ?

Benabbou - Oui, mais les idéaux dont on s'est imbibé à travers nos lectures, pendant la campagne de volontariat on faisait aussi de la lecture, il y avait des bouquins révolutionnaires, et donc on est imprégnés de cela. Et forcément, j'ai été influencé par rapport à la décision d'après le bac qu'est-ce que je dois faire, j'ai choisi l'économie un petit peu par conviction, c'est comme si c'était ma vocation de faire l'économie. J'étais prédestiné à faire cela, de l'économie. Je pouvais faire médecine comme l'auraient voulu mes parents, mais j'ai opté pour l'économie.

Habib - Pourtant, vous saviez que, comment dire, vous auriez un meilleur « futur », matériellement parlant, en faisant médecine qu'en faisant économie, vous aviez plus de chances professionnelles ...

Benabbou - Je ne voyais pas l'aspect, à l'époque, je ne voyais pas. Peut-être que j'avais tort, mais c'était pas ça la priorité. Bon, mon père aussi était commerçant, on vivait dans des conditions, on était très à l'aise, matériellement et financièrement. Et même quand j'ai fini mes études de licence en économie, mon père, il avait préparé une petite usine de produits cosmétiques, il pensait que j'allais prendre en charge la suite et je l'ai vraiment déçu et ça l'a choqué. Je lui ai dit que je veux bien faire une carrière universitaire. Voilà.

Habib - L'économie s'est imposée.

Benabbou - Oui, j'aurais pu être économiste, tout en gérant l'affaire de mon père parce que c'était aussi de l'économie. Mais je voulais faire une carrière académique, une carrière universitaire.

Habib - Et c'était vraiment quelque chose que vous, pour votre propre curiosité, vous vouliez faire ça pour apprendre, à regarder, à analyser, à observer. Où est ce que c'était une forme d'obligation envers l'Algérie ou envers votre pays ?

Benabbou - J'étais un petit peu omnibus, aveuglé par l'idée que je dois faire une carrière universitaire, je dois continuer ma tâche. Avec le recul, peut être que j'aurais dû prendre l'affaire de mon père, je ne serai pas ce que je suis maintenant, peut-être, mais à l'époque j'étais décidé, dans ma tête c'était clair et net.

Habib - Mais ma question, c'était pour vous ou pour l'Algérie ?

Benabbou - Moi, je pense que si je voyais uniquement mon intérêt personnel, j'aurais opté pour l'affaire de mon père.

Habib - D'accord, donc c'était vraiment votre conviction profonde.

Benabbou - C'était une conviction, il y avait de la conviction.

Habib - Oui. Et ce moment-là, vous faites de l'économie, l'économie ce n'est pas à moi de vous l'apprendre, c'est large quand même.

Benabbou - Oui. J'ai pris comme spécialité planification et développement. Ça aussi c'était un choix. Il y avait la gestion, il y avait finance, économie financière, moi j'ai choisi planification du développement, c'était par rapport à un choix, par rapport à des idées, par rapport à des idéaux.

Habib - Vous étiez, comment dire ? Pour aller vite, vous étiez marxiste à l'époque ?

Benabbou - Oui, j'avais quelques penchants. Je ne le dis pas ouvertement mais, mais les étudiant de la promo ou mes enseignants me taxaient de tel.

Habib - Votre grille de lecture des phénomènes économiques était, et est peut-être encore, marxiste ?

Benabbou - Mais pas que. Oui c'est vrai je m'étais imprégné de cette philosophie et jusqu'à présent on dit que les ouvrages de Marx pendant la crise de 28 ont été les plus vendus en Europe. C'était le retour à Marx, et c'est souvent le cas lors des crises économiques. Quand on fait de la recherche scientifique ton horizon s'élargit forcément.

Habib - Oui, bien sûr. On sait même le nombre de livres réédités. Les ventes ont réaugmenté de nouveau depuis la fin des années 20 début des années 2010.

Benabbou - Moi je pense peut-être qu'il faut toujours se remettre en cause et faire la part des choses, mais ne pas jeter le bébé avec l'eau de la baignoire. Il y a toujours des choses très utiles qu'on peut garder par rapport à ce qu'on avait comme idéaux. La méthodologie marxiste est toujours valable pour moi.

Habib - Et donc vous faites votre licence et après vous continuez avec une thèse ?

Benabbou - Oui, j'ai passé le concours de magister, nous étions plusieurs centaines à passer le concours, nous avons été six à être retenus. Et c'était pour moi une source de fierté, à l'époque, ça n'a fait que renforcer mes convictions et ça m'a mis à l'aise par rapport à la décision prise quant au choix d'une carrière académique. Et donc j'ai fait 18 mois de formation théorique ou deux années de formation théorique, ensuite c'était la thèse de magister. C'était avec Abderrahmane Fardeheb, c'était mon directeur de thèse et malheureusement, au moment où j'allais déposer ma thèse en vue de la soutenir, il a été assassiné par les terroristes.

Habib - Quelle année ?

Benabbou - en septembre 1994.

Habib - Et du coup vous étiez obligé d'aller la finir en France ?

Benabbou - Non, je suis parti avec le magister. En France, j'étais en détachement afin de préparer le doctorat, je l'ai soutenu ici mais je l'ai préparé en France.

Habib - Et c'était quoi le sujet de votre thèse ?

Benabbou - Le sujet de thèse de doctorat ou de magister ? Le doctorat c'était « analyse de la performance du système productif algérien », à l'aide du modèle input output », c'était une application du modèle de Leontief.

Habib - Et le magistère c'était sur le même sujet ?

Benabbou - Pas loin, dans le même sillage.

Habib - Et finalement la thèse a été réalisée sous la direction de qui ?

Benabbou – C'est M. Abdellaoui qui a pris la relève de M. Fardeheb. Mais je l'ai préparée en France avec le Professeur Bernard Frank de l'Université de Caen Basse-Normandie, comme co-directeur de thèse.

Habib - Vous vous êtes allé en France en quelle année ?

Benabbou - C'était en 94

Habib - Et entretemps, vous vous étiez assistant à l'université ici ? Vous avez eu un poste d'enseignant ou pas ?

Benabbou - Oui, j'étais même maître assistant. J'ai occupé des postes de responsabilité comme chef de département. Ensuite directeur adjoint. Ensuite, j'ai été nommé directeur de l'université à formation continue à Oran, de 1998 jusqu'à 2004, année où je suis parti en France.

Habib - Et vous êtes rentré à quel moment ?

Benabbou - En 2007.

Habib - 2007 ? C'est les deux dernières années de la thèse.

Benabbou - Oui.

Habib - Et après vous soutenez, vous rentrez et vous réintégrez l'Université ? Avec quel titre ?

Benabbou - Après la soutenance de la thèse de Doctorat d'Etat, on a le grade de maître de conférences classe « A ». Maintenant on ne fait plus de doctorat d'Etat, ni même pas le Doctorat ès Sciences, c'est le Doctorat LMD.

Habib - C'était un doctorat d'Etat que vous avez soutenu ?

Benabbou - Oui, oui.

Habib - D'accord, ça vous a pris longtemps !

Benabbou - Oui, j'ai mis trop de temps, comparé au délai de maintenant.

Habib - Combien ? Dix ans ? C'est lourd, une thèse d'état !

Benabbou - C'était presque dix années oui.

Habib - Ça a été publié ?

Benabbou - Oui, ça a été publié.

Habib - Ici en Algérie ?

Benabbou - Non, non, à l'étranger.

Habib - D'accord. En 2005, vous êtes encore assez jeune pour postuler en France, après les années 90 tout ce qui s'est passé, quand vous finissez votre thèse, vous n'avez pas pensé à rester en France ?

Benabbou - La thèse je l'ai soutenue ici en Algérie.

Habib - Oui, mais je veux dire une fois que la thèse était soutenue, vous n'avez pas pensé rester en France, ça ne vous intéressait pas ?

Benabbou - Non, pas un seul instant. J'avais la possibilité. J'ai trois frères là-bas, en France, dont un est entrepreneur du bâtiment et il m'a proposé de rester travailler. Mais non, ça ne m'a pas emballé.

Habib - Parce que vous saviez que vous avez une carrière en France, déjà quasiment tracée, et aussi par cette obligation, ce sentiment d'obligation envers votre pays ou en 2005 vous étiez déjà passé à autre chose ?

Benabbou - Possible oui, mais je n'étais pas du tout dans cet état d'esprit, ça ne m'a pas tenté de rester en France.

Habib - D'accord. On va aborder la question de recherche un peu. Votre carrière de chercheur, vous arrivez, vous avez votre thèse en poche, vous avez votre poste, et vous avez donc la possibilité de vous lancer dans de nouveaux travaux de recherche et de publication. Et là, vous vous choisissez quoi comme sujet de recherche ?

Benabbou - Oui, après la thèse, j'ai changé de cap. J'ai commencé à m'intéresser au domaine de l'énergie, mais avec une approche économique. Et plus spécialement le gaz naturel au début ensuite j'ai élargi mon champ d'investigation à tout type d'énergie y compris les énergies renouvelables. Donc j'ai fait quelques publications là-dessus, des communications. Ensuite, j'ai élargi mon champ d'investigation à tout type d'énergie y compris les énergies renouvelables. Au départ, c'étaient les énergies fossiles (les hydrocarbures), par rapport à des enjeux de relations économiques internationales, du commerce international de l'énergie. Ensuite, de proche en proche, j'ai commencé à m'intéresser aux questions de la sécurité énergétique, la transition énergétique, j'ai fait beaucoup de travaux sur l'énergie et j'ai même, je vous dis qu'en 2010 j'étais nommé directeur de l'École préparatoire en sciences économiques, qui est devenue par la suite

Ecole Supérieure d'Economie d'Oran. J'y étais donc de 2010 jusqu'en 2017. Et au moment où j'étais à la tête de cette école-là, j'ai créé la spécialité « économie d'énergie ». Et donc j'ai ouvert un Master « économie de l'énergie », « *energy economics* », en arabe et en anglais, c'est plus explicite. Parce qu'en français quand on dit économie de l'énergie c'est comme si on étudie comment faire des économies d'énergie.

Habib - Économiser de l'énergie !

Benabbou - Oui, c'est en tant que discipline. Ce qu'on dit, on peut dire l'économie politique de l'énergie. En anglais, c'est plus clair. C'est *energy economics*, ou bien en arabe اقتصاديات الطاقة c'est plus clair et plus explicite. C'était la seule et unique spécialité à l'échelle nationale, l'énergie était l'apanage des physiciens et technologues.

Habib - Ça attire des étudiants ?

Benabbou - Ça attirait, au début ça attirait. Ensuite, comme je n'étais plus à la tête de l'école, ceux qui sont venus après avaient d'autres priorités, ils ont créé d'autres spécialités. L'école d'économie quand j'étais le directeur je voulais que ce soit l'école d'économie. Je voulais réhabiliter cette discipline parce qu'il y a l'approche techniciste qui a pris le dessus pendant longtemps, avec l'idéologie mainstream qui reflétait le libéralisme ambiant. Ce qui fait qu'on a un petit peu marginalisé la science économique dans notre pays au profit de disciplines techniques telles que le management, le marketing et la comptabilité. C'est-à-dire qu'on a donné un contenu technique à une formation académique qui n'avait pas ce contenu initialement. Alors qu'un économiste, il devrait faire de l'analyse économique et de la critique, il n'est pas là pour faire des calculs arithmétiques, pour schématiser le mot d'ordre était d'apprendre aux étudiants le savoir-faire, pas le savoir.

Habib - L'économie politique, c'était aussi un objectif de votre initiative, de créer un peu une école d'économie politique ?

Benabbou - C'était le retour à la science économique. C'était ça réhabiliter la science économique.

Habib - En général.

Benabbou - En général, oui. Et former des économistes, pas des techniciens en management ou techniciens en marketing, ou techniciens en comptabilité. Le pays a besoin d'économistes, des macro-économistes comme des micro-économistes, des macros pour les besoins de l'économie nationale, pour l'administration centrale ou locale, pour les cadres de l'économie pour le pays.

Habib - Est ce qu'il y a eu un au moins une promotion d'économistes qui a été formée ?

Benabbou - Oui. Quatre ou cinq promos qui sont sorties. Et ils sont partout. On les voit partout, dans l'administration publique, dans les entreprises publiques, dans des entreprises privées. Et même à l'étranger. En Europe, au Canada, surtout en France.

Habib - Oui, en tant qu'économistes ?

Benabbou - De l'école, oui, globalement, même s'il peut y avoir des recrutements qui ne vont pas tout-à-fait dans ce sens.

Habib - De sciences économiques en général. Et pas forcément une sous discipline.

Benabbou - Non, non c'est sciences économiques. Le diplôme, c'est les sciences économiques, option économie de l'énergie, ou bien j'avais ouvert aussi une deuxième spécialité « l'Economie Numérique ». L'Economie Numérique c'était une décision du gouvernement de l'époque. Ils ont choisi l'école d'Oran pour ouvrir la spécialité « Economie Numérique. C'était une décision politique.

Habib - On va revenir à cette période-là. J'aimerais, puisqu'on est en train de parler de discipline et de formation et ainsi de suite, j'aimerais savoir si vous avez fait vous-même votre le bilan de la période de la planification. Vous étiez intéressé par la planification si j'ai bien compris, planification et développement durable.

Benabbou - Planification et développement, pas durable.

Habib - Ah développement, oui pardon. Je suis absolument d'accord avec vous. Développement, donc planification et développement et vous les liez ensemble évidemment, parce qu'on planifie pour le développement.

Benabbou - Tout à fait.

Habib - Et cette expérience algérienne de la planification, elle est définitivement passée, elle est définitivement morte ?

Benabbou - Pendant les années 1990, on avait amorcé la transition vers une économie de marché. Et vers la fin des années 1990, nos décideurs pensaient que l'économie de marché, c'est la fin de la planification. On avait un ministère de la Planification, ensuite le Commissariat au Plan, un certain moment ministère de la Prospective et des statistiques, et ensuite plus rien. Ils ne savaient pas que même des pays capitalistes, à l'image de la France, il y a toujours un commissariat au plan qui est très présent, qui décide des projets de l'avenir à caractères économiques et industriels. A l'époque ils voyaient une incompatibilité entre la planification et l'économie du marché alors que ce n'était pas forcément le cas d'une économie en développement, il pouvait y avoir une symbiose entre planification et économie de marché. On voit très bien que dans les crises économiques des pays occidentaux l'Etat intervient. Ce n'est pas le marché qui règle le problème, c'est l'État qui intervient et qui met la main à la poche, par exemple le cas des USA qui ont débloqué une enveloppe budgétaire de plusieurs centaines de milliards pour sauver des entreprises et des banques américaines. L'Etat peut jouer le rôle de régulateur, entre autres à travers l'outil de la planification. On ne peut gérer une économie en développement sans la planification.

Habib - Et ça, ça relève de la planification ?

Benabbou - En partie oui, quand on décide, quand on planifie, oui, ça relève de la planification. Mais la planification dans sa vision la plus large, de faire des plans sur le moyen terme, sur le long terme, c'est ça la planification. Ce sont des objectifs à mettre en œuvre. Les objectifs à prévoir et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, objectifs de développement socio-économique. On ne peut pas gérer le pays avec la navigation à vue. Comme ça laisser faire, laisser passer, c'est le marché qui va tout réguler, qui va tout faire, non je regrette, il faut planifier et parmi les causes des problèmes économiques qu'on est en train de vivre actuellement, c'est l'absence de planification.

Habib - Est-ce que vous êtes en train de vous dire qu'on ne peut pas imaginer un développement sans planification ?

Benabbou - Pour les pays en voie de développement, oui. Je vous ai donné le cas de la France, qui est un pays très développé, très capitaliste. Et pourtant ils ont un commissariat au plan. Moi je pense, pour le cas d'autres pays, oui. Tous les pays en voie de développement ont besoin d'un organisme de planification, on ne peut laisser des économies aussi fragiles que la nôtre aux seules forces du marché.

Habib - L'économie planifiée a été, disons progressivement, évidemment j'imagine que ce n'était pas du jour au lendemain, abandonnée, en même temps qu'on a abandonné les coopératives, la réforme agraire.

Benabbou - Je ne suis pas pour une économie administrée. Je pense qu'il peut y avoir une économie où les forces du marché peuvent jouer un rôle avec des directives du Plan, avec des régulations étatiques. Nous sommes un pays en voie de développement, économiquement très fragile. Donc la planification est un outil pour le développement.

Habib - Et alors je vais revenir à la même question, mais d'une autre manière, est-ce que le libéralisme est compatible avec le développement ? Au-delà des questions idéologiques. Est-ce que pour les pays en voie de développement, ou sous développés on les appelle comme on veut, le libéralisme est une alternative pour le développement ?

Benabbou - Pour moi, c'est non. Pratiquement parmi les pays sous-développés, aucun pays n'a réussi le passage vers une économie développée avec le libéralisme. Ça a toujours été l'économie du bazar où une petite minorité s'enrichit aux dépens de la majorité. On a plein d'exemples d'échecs en Afrique en Amérique Latine et autres, rares les pays qui ont réussi leur développement avec le modèle libéral on parle de la Malaisie et de la Corée du Sud, là aussi la géopolitique a joué un rôle majeur dans la mesure où les puissances capitalistes étaient pour beaucoup dans ce développement avec des objectifs stratégiques connus.

Habib - Et alors, là aujourd'hui, les années 2020 et quelque chose, on a dépassé les années 1990. Peut-être qu'on reviendra là-dessus tout à l'heure, on verra, mais là, aujourd'hui, si je vous demande quel est le regard que vous portez sur l'économie algérienne ?

Benabbou - Juste une petite précision, je reviens à votre question d'avant. Ce n'est pas que je suis contre l'économie de marché. Je pense qu'on peut utiliser les forces du marché parce que le marché parfois il envoie des signaux mieux que le plan, par rapport à la qualité, par rapport à des tas de choses, par rapport aux prix, par rapport au modèle de consommation, donc on peut combiner les deux, le marché et le plan. C'est ça l'idéal. Mais le marché tous azimuts, je pense que même les pays libéraux ça ne marche pas comme ça chez eux et j'ai donné quelques exemples tout à l'heure. Au moment des crises à chaque fois, 2008, la crise de la covid19, la crise énergétique, le conflit russo-ukrainien, c'étaient les États qui ont mis la main à la poche, qui sont intervenus. Ce n'est pas le marché. Les marchés ont été incapables de régler les problèmes d'énergie en Europe. Par ailleurs nous les pays en développement, nos économies peuvent être assimilées à des économies en crise. Nous sommes constamment en difficulté économique. Forcément, on a besoin d'un outil de planification.

Habib - Et ça, ce n'est pas compatible avec l'économie marché, vous le redites.

Benabbou - Je ne trouve aucune incompatibilité. Je pense que c'est très compatible. On appelle ça, bon il y a plusieurs vocables et terminologies, la troisième voie, et autres. Mais je pense que le contexte géopolitique est pour beaucoup. Après l'effondrement du bloc socialiste, il y a un modèle appelé « le consensus de Washington » qui a été conçu par les adeptes néoclassiques du FMI et de la BIRD, de la Banque mondiale, qui a été destiné dans un premier temps pour les pays de l'Europe de l'Est (ex-pays socialistes), afin de les orienter à assurer la transition d'une économie administrée vers une économie de marché avec un libéralisme total. La même recette, (consensus de Washington), a été appliquée dans d'autres pays en développement, partout où il a été appliqué ça a généré des émeutes. Qu'est-ce qu'il propose ? Libéralisation à outrance et diminution des dépenses publiques notamment dans la Santé et l'Éducation Nationale, fermeture des entreprises publiques, ça a été appliqué chez nous en Algérie. Mais c'était en pleine décennie noire, c'était le fameux Plan d'Ajustement Structurel (PAS). Mais quand ça a été appliqué ailleurs en Afrique ou en Amérique latine, c'étaient des révoltes sociales, à un point où on a modifié la recette, on l'a appelée consensus de Washington plus, on a transformé un petit peu, avec une certaine dimension sociale. C'est juste comme saupoudrer, le contenu pratiquement était le même, c'est le néo libéralisme à outrance, je suis contre ça. Contre cette politique.

Habib - Et vous pensez qu'en Algérie, on est en train de s'orienter vers cette politique ?

Benabbou - L'accord stand-by avec le FMI c'était en 1994, c'était appliqué. C'est à ce moment-là qu'on a fermé beaucoup d'usines, on a privatisé une grande partie des entreprises publiques. On a livré des milliers, des dizaines de milliers d'ouvriers au chômage avec une prime de départ qui n'a pas servi à grand-chose (c'était beaucoup plus un appât). C'est à partir de là que les problèmes ont commencé à surgir. Même la privatisation, ça a été un échec. C'est rare les entreprises privatisées où on a vu les acheteurs tenir leurs promesses, ils étaient beaucoup plus intéressés par l'assiette foncière. Ce n'était pas pour produire ou pour faire quoi que ce soit, rares, à part quelques briqueteries qui continuent à fonctionner et encore.

Habib - Et donc juste petite parenthèse, vous pensez que c'est la crise économique qui a été à l'origine, des années 90, de ces années noires, de cette grande crise ? Ça a participé à ça ?

Benabbou - Si on fait le lien entre les recettes de l'État et donc la crise économique et les réactions des révoltes, on peut trouver une certaine corrélation. Par exemple, la chute des prix de pétrole de 1986, a provoqué les événements d'octobre 1988. L'effet de la chute n'est pas instantané. Pareillement pour la chute des prix du pétrole de 2014 à 2015, c'était juste après, quatre ans après l'épuisement du Fonds de Régulation de Recettes (FRR), trois ans après, en 2019, c'était le *Hirak*. On peut dire tant qu'il y a la rente, tant que l'État peut injecter les fonds qu'il faut pour la paix sociale et quand la rente fait défaut, forcément il y a un problème, il y a une crise.

Habib - Et donc le *hirak* aussi c'est un peu ...

Benabbou - En partie, c'est un malaise politique, certainement. Mais je dis aussi qu'il y a une explication économique par rapport aux diminutions des recettes de l'État, où le financement de la paix sociale ne fonctionnait plus, parce que c'était ça la politique du régime de l'époque et même celui antérieur, ils voulaient toujours avoir la paix sociale. Par exemple, en 2011, quand a commencé le printemps arabe, il y avait quelques petits soulèvements dans quelques villes à la suite des augmentations des prix de l'huile et du sucre, le gouvernement de l'époque a décidé de supprimer la TVA du sucre et de l'huile. Ça

a désamorçé le processus du printemps arabe en Algérie. C'était en 2011. Il y avait l'aisance financière, Donc il y avait la rente qui était là, les recettes pétrolières qui permettaient de priver le budget de l'Etat de la TVA sur l'huile et le sucre.

Habib - Ça a calmé les choses. Mais on est dans des stratégies de bouts de ficelles et ce n'est pas du long terme. Ça ne veut rien dire.

Benabbou - D'où la nécessité d'une économie diversifiée, et la nécessité de la planification.

Habib - D'où la nécessité d'avoir une planification. On peut dire qu'il y a maintenant pratiquement 30 ans depuis qu'on a laissé tomber la planification ?

Benabbou - Pendant les années du gouvernement Hamrouche, il y avait des réformateurs dans ce gouvernement, il y avait vraiment une volonté de corriger, d'apporter des corrections sans pour autant remettre en cause le principe de la planification. C'était comment introduire le principe de la commercialité au niveau de l'entreprise publique. Cela a pu être concrétiser bien après en 1992 je crois, mais les prémices c'était avant. C'était pendant le gouvernement Hamrouche. Et les gens avaient vraiment de l'espoir et espéraient beaucoup de choses de ce gouvernement Hamrouche. C'était la première fois où il y avait beaucoup d'universitaires dans le gouvernement et malheureusement, ça n'a pas abouti comme cela était espéré. Le processus qui a été engagé par la suite, c'était d'aller vers l'économie de marché progressivement. Au final on a abouti à autre chose, certains appelaient ça l'économie du bazar.

Habib - C'était fini. Donc maintenant, en gros, c'est le marché. Les forces du marché qui fonctionnent. Ça, c'est un peu la caractéristique principale de l'état des lieux aujourd'hui ?

Benabbou - Oui, c'est le cas de le dire, oui.

Habib - Avec son lot de problèmes sociaux.

Benabbou - Mais il faut juste préciser une chose, bon c'est vrai que du point de vue économique, c'est le marché. Mais heureusement, il y a cette dimension sociale qui est toujours là. L'État, ce n'est pas tout à fait l'État-Providence des années 1970 et 1980, mais la dimension sociale et la nature sociale de l'Etat y est toujours. Quand on voit le conflit russo-ukrainien et ce que cela a eu comme conséquences, comme pour la crise de la covid19 qui a touché beaucoup de pays, en Algérie, on ne sent pas tout à fait la même chose, pour ne citer que le cas des pays comme l'Egypte, le Maroc, ou même la Tunisie, où avec l'inflation les prix ont grimpé. Les prix chez nous ont grimpé mais pas avec le même taux. En Egypte le taux d'inflation a atteint les 44%, en Algérie ce taux n'a pas dépassé les 10%. Cependant les prix des produits de première nécessité, la farine le lait, l'huile, et le sucre, ça reste dans des fourchettes assez acceptables.

Habib - Ça, c'est grâce aux subventions.

Benabbou - Grâce aux subventions de l'État, oui. Heureusement que la dimension sociale de l'État est toujours là.

Habib - Ça, mais toujours sans la planification. Mais qui s'en approche. En gros, on a l'impression que l'État corrige les dégâts que provoque l'économie de marché. C'est quasiment son seul rôle maintenant.

Benabbou - Oui, on peut dire ça. Mais juste il faut préciser que cette question des subventions à un certain moment était à l'ordre du jour, le constat qui a été fait c'est que ces subventions profitent à tout le monde y compris les classes les plus aisées, alors il était question de subventions ciblés pour les faire parvenir à la frange de la population qui les mérite le plus, mais le problème qui se pose est celui de comment on peut identifier les personnes composant cette population, je pense que l'informel a tellement investi l'économie et la société, qu'on ne peut le faire sans le risque de se tromper car on peut tomber sur des personnes qui selon les critères administratifs sont de conditions sociales modestes, mais réellement ils ont des ressources et des revenus informels non déclarés. Seul un processus de numérisation peut aider à minimiser les effets de l'informel.

Habib - Sur la sphère économique, c'est quasiment son seul rôle.

Benabbou - C'est l'aspect social, c'est l'état social. Il est là pour un petit peu limiter les dégâts causés par les forces du marché.

Habib - Et est-ce que l'état est toujours, parce qu'il y a eu l'Etat quand même protecteur des années du pétrole, surtout 70 peut-être 80 aussi et un peu après. Est-ce que l'état est toujours réellement, quotidiennement, en charge de l'école, de la santé, des subventions ? Est ce qu'il peut encore prendre en charge la société comme ça ?

Benabbou - Juste une petite précision par rapport à l'Etat des années 1970, il y avait un projet de société. Il y avait la planification. Il y avait un objectif. Sur le plan économique, c'était le modèle des industries industrialisantes. L'objectif c'était d'avoir une économie solide. Et pendant cette période-là, le taux de financement qui est le rapport entre l'investissement et le PIB était parmi les plus élevés au monde. Ce n'était pas facile pour la population, sur le plan de la consommation, il y avait des problèmes notamment de la pénurie, c'était le rationnement. Parce que le surplus était destiné pour financer l'investissement, ce n'était pas destiné pour la consommation. Juste après le décès du président Boumediene, quelques années après, le nouveau président, Chadli, lance le programme anti-pénuries (PAP). Une fois que le surplus qui était destiné à l'investissement s'était déplacé vers la consommation on a commencé à importer des produits pour la consommation et bon, le petit citoyen, c'était pour lui une aubaine, c'était après toutes les années austérité de Boumediene. Boumediene avait un objectif, c'était d'arriver à terme à une économie de *welfare*, avec des étapes, à travers l'industrialisation.

Habib - Et il y a eu un débat sur ces industries industrialisantes, y compris entre économistes. Vous pensez que c'était une bonne idée de l'avoir essayée ? Et puis après on l'a plus ou moins abandonnée. Si on est d'accord sur ce constat, il y a eu un abandon de cette politique.

Benabbou - Oui ça a été abandonné, je l'ai dit.

Habib - Est-ce que c'était une bonne chose, en soi ? Est-ce que c'est véritablement un moyen de développer un pays comme l'Algérie, l'industrie industrialisante ?

Benabbou - Moi, je pense que lorsqu'il y a eu des erreurs, c'étaient des erreurs avec de bonnes intentions. Si on avait continué dans la même philosophie de développement, on aurait pu rectifier le tir et apporter les corrections qu'il faut. Le problème c'est que quand on a fait le bilan dont vous avez parlé, c'était un bilan d'approche microéconomique. Ce n'était pas un bilan d'une approche macroéconomique. Quand on a commencé à mettre en place le modèle de développement des industries industrialisantes, c'était avec une vision

macroéconomique. L'équipe qui est venue après, la réforme de Chadli et son premier ministre Abdelhamid Brahimi, le bilan c'était fait à travers une évaluation microéconomique, entreprise par entreprise. Ce sont deux logiques différentes.

Habib - Et à ce moment-là, à une échelle macroéconomique, bien sûr, des années après, vous pensez que le bilan n'était pas si catastrophique que ça ?

Benabbou - On ne peut pas juger de la chose puisqu'il y a eu une interruption du processus. L'interruption qui a fait qu'on ne peut pas préjuger de ce qui allait se passer ou non. Ils ont interrompu le processus. En 1983 c'était la première restructuration où toutes les entreprises nationales qui ont été lancées, le socle des industries industrialisantes, ont été dissoutes et morcelées en petites entreprises. Avec comme principe la séparation entre la fonction de production et la fonction de distribution. On a cassé la chaîne, puisque qui est chargé de la distribution pouvait aussi s'approvisionner d'ailleurs y compris l'importation, ce qui est en partie responsable du déficit chronique des entreprises de production.

Habib - Mais s'ils ont décidé de réformer, enfin j'imagine, ils ont peut-être fait des mauvaises évaluations, ils ont peut-être mal évalué les choses. Mais c'était à partir d'un bilan j'imagine qu'ils avaient décidé de réformer et de changer de modèle. Non, c'est complètement idéologique ?

Benabbou - Mais j'ai dit le bilan, il y a tout un document sur le bilan de la décennie qui a été publié à l'époque par le pouvoir de l'époque. La philosophie de ce bilan-là, c'est une évaluation microéconomique. Même pas sectorielle.

Habib - Et ils n'ont pas fait cette évaluation macro.

Benabbou - Voilà. Il fallait faire l'évaluation avec une approche macroéconomique par rapport aux objectifs et c'était prévu et planifié. Où est ce qu'on en est ? Il faut toujours apporter des corrections, qu'est-ce qu'il faut corriger ? Ne pas faire table rase de ce qui a été fait et redémarrer de zéro.

Habib - Parce que le côté idéologique avait pris le dessus sur d'autres logiques.

Benabbou - Peut-être que le pouvoir, je ne sais pas, peut-être, là il faut des réponses sociologiques, je ne suis pas sociologue, mais peut être que le pouvoir de l'époque voulait un peu apporter des singularités ou une distinction par rapport à ce qui se faisait avant ? Mais c'est une piste, ou peut-être qu'il y avait autre chose. D'autres enjeux, économiques, par rapport à des considérations régionales ou internationales.

Habib - Est-ce que le secteur, est-ce que l'économie de l'énergie aujourd'hui est une économie florissante, est-ce qu'elle est en crise ? Quel est l'état de ce secteur énergétique, hydrocarbures et pas seulement, ce qui va avec, en Algérie aujourd'hui ?

Benabbou - Actuellement, c'est ça qui sauve le pays. C'est cette recette pétrolière et gazière qui arrive un petit peu à amortir le choc extérieur. L'idéal ça aurait été de ne pas uniquement vendre des hydrocarbures à l'état brut, mais aussi d'engager une industrialisation pour permettre au pays, d'abord on crée une valeur ajoutée, il y aura moins de chômage, plus d'initiative industrielle. Et ça a commencé, ça a commencé avec même le privé international, par exemple dans l'industrie gazière, pour produire l'ammoniac et l'urée, il y a les sociétés mixtes telles que l'algéro-omanaise AOA, l'égyptien ORASCOM, mais il y a aussi les Français. Il y a même des projets avec les Turcs. Mais la production c'est en

Turquie.

Habib - Mais ça reste quand même très orienté vers l'export.

Benabbou - Oui, mais export pour export, il vaut mieux exporter plutôt que le brut, exporter le produit industrialisé.

Habib - Et est ce qu'on s'oriente vers ça ?

Benabbou - Pas assez, les exemples que je viens de citer, ça reste timide par rapport aux potentialités.

Habib - Pas assez. Qu'est ce qui freine ?

Benabbou - Il faut revenir à la planification, mais aussi ces recettes pétrolières. Des fois on ne consacre pas assez de fonds pour investir dans le secteur énergétique. Par exemple avant le covid, l'Etat avait prévu 50 milliards de dollars d'investissements sur sept ou huit ans, ensuite ces choix ont été revus à la baisse par l'État parce qu'il y avait le covid, il avait besoin de ... Et puis c'était la période de disette qui avait précédé, il y a moins de recettes, donc chaque fois on grignote. Peut-être qu'il faut mettre en place des mécanismes plus attractifs et un climat des affaires plus sain, j'espère que c'est le cas avec cette nouvelle loi de l'investissement. J'espère qu'il va y avoir plus d'efficacité, mais on a besoin d'investissements, même étrangers. Il faut savoir comment les attirer, comment créer une stabilité de marché dans le pays. Comment créer un climat d'affaires favorable aux investissements industriels productifs nationaux et étrangers. Mais ça aussi, ce n'est pas facile. Comment on peut assurer ce climat d'affaires sans pour autant nuire aux intérêts du pays ? Parce que des fois le capital international aussi, c'est de bonne guerre, ils veulent avoir le maximum de profit, tout ce qui les arrange. Il faut mettre des garde-fous contre cette possibilité.

Habib - Idéologiquement on reste encore sur l'idée de l'économie de la rente ? La rente des hydrocarbures justement, ou est-ce qu'on a dépassé ce stade-là ?

Benabbou – Il faut juste dire que sur le plan économique, la rente c'est un concept, mais qui a pris un contenu péjoratif du moment que le surplus est destiné pour un usage non productif ça devient péjoratif. Mais ce sont les pays occidentaux qui traitent les pays pétroliers de pays rentiers, mais quand, si je peux ouvrir une parenthèse, quand on voit que 60 % du prix du litre de carburant en Europe, en France par exemple, c'est des taxes, quand on voit en France par exemple 10 % du budget de l'état, c'est des taxes pétrolières, alors qui est pays rentier et qui ne l'est pas ? La rente est captée par tous les segments concernés, elle est captée par le pays producteur d'hydrocarbures, par les entreprises, notamment les investisseurs, et par les états, par les états importateurs. Le partage est effectué entre tous ces segments-là. Ce n'est pas l'apanage des pays producteurs de pétrole, mais on a tendance à trop le dire, à trop aiguillonner les pays pétroliers, vous êtes des pays rentiers, vous êtes ...

Mais ceci dit, comment utiliser la rente à bon escient ? Il faut réhabiliter le travail productif, lui donner un statut parce que cette culture de rente fait que certains de nos concitoyens considèrent que le salaire qu'ils perçoivent, ce n'est pas la contrepartie de leur travail, mais c'est plutôt la part de la rente qui lui revient. Ça existe cette culture de la rente malheureusement. La captation de la rente à l'échelle locale prend plusieurs formes par différents acteurs économiques et sociaux, et passe par plusieurs canaux. On peut même

s'ingénieur pour trouver le meilleur moyen pour la capter. La forme la plus connue, c'est à travers la surfacturation. C'est une forme de transfert de rente, de captation de rente. Mais il y a aussi des réseaux budgétaires, la dépense budgétaire. Comment on peut capter la rente. Il y a plusieurs façons de capter la rente, chacun essaie de voir comment il peut tirer le maximum, comment il peut capter le maximum, soit collectivement ou individuellement. Collectivement les syndicats peuvent jouer un rôle pour négocier, pour avoir le maximum de salaire. Et le patron, aussi essaie de faire pareillement pour capter, le but, c'est de capter le maximum de rente avec différents mécanismes.

Habib - Et comment, je veux dire en Europe, encore une fois je vous le dis, je ne suis pas du tout économiste, je me hasarde sur des pistes. Et si je me hasarde un peu trop, il faudra m'arrêter ! Mais l'Europe peut vous dire ok, la France peut vous dire ok, j'ai 60 % de taxes sur le pétrole par exemple, mais en même temps cet argent je le réutilise, je favorise l'industrialisation ici, je favorise telles actions sociales là, je règle des problèmes d'emploi ou de reconversion de tel ou tel secteur économique et ainsi de suite.

Benabbou - Même en Algérie, on ne peut pas nier la dimension sociale financée par cette rente, il y a des dépenses sociales. On ne peut pas nier la gratuité des soins, avec des hauts et des bas, bien sûr. L'enseignement est totalement gratuit, tous les paliers sont gratuits, et il y a une couverture géographique assez importante, les programmes de logements parmi les plus ambitieux dans le monde, l'acheminement du gaz et de l'eau et l'électricité c'est parmi les taux les plus élevés aussi, l'électricité c'est presque 100% de taux de raccordement. Le gaz de ville c'est 57%. Je ne suis pas en train de faire la pub pour le pouvoir. Mais je dis que les aspects sociaux, on ne peut pas les nier, ce sont des dépenses publiques. L'Algérie aussi en fait, pas que la France. On ne peut pas se mesurer à la France d'un point de vue économique mais on parle de l'utilisation de la fiscalité pétrolière ou énergétique.

Habib - Et le marché. Le marché aujourd'hui, en Algérie, est ce qu'il se porte bien ? Le marché dans le sens général large ? Est-ce que l'économie algérienne, dans quel état elle est l'économie algérienne pour vous, l'économiste ?

Benabbou - Elle se porte mal.

Habib - Quels sont les éléments de ce mal ? Pourquoi elle se porte mal ?

Benabbou - Les éléments, c'est par rapport à ce qu'on importe, tous les intrants, la quasi-totalité des intrants sont importés. Et cela pose problème. Ça crée une certaine vulnérabilité économique. Le travail productif n'est pas très valorisé par la société avant qu'il ne le soit par l'État. Il faut créer des mécanismes pour valoriser ce travail productif et l'investissement industriel.

Habib - Comment on s'y prend ?

Benabbou - Il y a plusieurs façons.

Habib - C'est l'Etat qui doit le faire, non ?

Benabbou - Oui, c'est l'Etat, c'est le rôle de l'Etat.

Habib - Après, c'est encore une fois l'absence de la planification.

Benabbou - Oui, entre autres oui, entre autres. Mais c'est tout un projet de société, de projet économique pour le pays dont il faut parler, et ça commence par rapport à une vision globale. Qu'est-ce qu'on veut ? On ne peut pas dissocier l'économie du projet de société. Dites-moi quelle société vous voulez et je vous dis quelle économie il faut.

Habib - Et quelle est la société qu'on essaie d'avoir, en Algérie ?

Benabbou - Chacun voit les choses à sa façon. Peut-être que ma vision n'est pas très partagée par d'autres

Habib - Mais il n'y a pas une vision cohérente partagée par ceux qui détiennent le pouvoir ?

Benabbou - Mais je pense qu'il peut y avoir un certain socle commun, un socle fédérateur qui englobe tous les acteurs de la société et fonde une dynamique sur le plan économique.

Habib - Demain, vous êtes responsable du développement économique en Algérie, pour gérer, vous allez commencer par gérer cette crise actuelle, quelles sont les toutes premières décisions, qu'est-ce que vous feriez, avec les mains libres, vous êtes responsable mais avec les mains libres.

Benabbou - Moi, je pense qu'il faut assainir d'abord les finances publiques. Pour moi, il faut commencer par ça. Rationnaliser les recettes et encourager l'investissement productif. Combiner les forces du marché avec le plan. Il ne peut pas y avoir une planification uniquement comme outil de gestion pour l'économie du pays parce qu'il faut combiner les deux.

Vous savez, nous en économie, on a les externalités. La théorie des externalités illustre la défaillance du marché, ce sont les coûts sociaux. Par exemple, si vous avez une usine de qui produit du ciment par exemple, le prix du ciment, il est calculé par rapport au coût économique, la masse salariale, les matières premières, l'amortissement du matériel et les taxes et impôts, c'est ça le prix. Ça, c'est un prix économique. Mais le coût social n'est pas pris en considération. Ce qu'on appelle les coûts sociaux. Les coûts sociaux, c'est quoi ? C'est toute la pollution qui est entraînée par cette cimenterie. Des terres qui étaient fertiles sont transformées en terres pratiquement stériles. Les maladies provoquées, par exemple la cimenterie de zahana qui n'est pas loin côté d'Oran, dans le village de zahana qui est à côté il y a beaucoup de maladies, d'asthmatiques. Est-ce que la cimenterie de zahana, est-ce que le prix du ciment reflète ce coût-là ? C'est une défaillance du marché. On appelle ça les externalités, il y a des externalités négatives il y a aussi des externalités positives. Donc le marché à lui tout seul ne peut pas réguler, il ne peut pas prendre tout ça en considération.

Habib - Et qui peut le faire ?

Benabbou - Non, je dis qu'il faut combiner les deux. Le plan et le marché. Il faut réhabiliter le plan. Moi, je pense que si j'étais, si j'avais un pouvoir de décision, je peux faire une proposition, de réhabiliter la planification, tout en étant à l'écoute des signaux envoyés par le marché.

Habib - Et mettre en place des projets de long terme.

Benabbou - À moyen et long terme. Même à court terme. Mais il faut aussi le marché. Le marché nous envoie des signaux très importants par rapport à la quantité, par rapport à la qualité. On ne peut pas décréter vous allez produire 100 téléviseurs uniquement et on

n'importe rien. S'il n'y a pas le marché, forcément on va prendre ces téléviseurs qui sont produits sans avoir un regard sur la qualité des produits, il n'y a que le marché qui peut faire ça. C'est l'un des problèmes de la planification en Algérie et même en Union Soviétique à l'époque.

Habib - Est-ce qu'il existe encore, j'allais dire, une politique économique, dans ce pays ?

Benabbou - Il y a une instabilité, même du temps du pouvoir de Bouteflika, à chaque fois les opérateurs économiques étrangers se plaignaient du climat des affaires. Le climat d'affaires, c'est tout l'environnement donc l'investisseur a besoin, et dans le classement de la Banque mondiale l'Algérie est très mal classée. Nous avons un système bureaucratique très développé. Dans les pays développés, pour monter une affaire, par exemple en Suède, il faut deux ou trois jours. En Algérie, deux ou trois années et encore. Quand il s'agit d'un investissement très important, ça prend des années. Malheureusement.

Habib - Ça, c'est la lourdeur bureaucratique ?

Benabbou - Tout à fait.

Habib - Ou que le marché n'est pas assez libre, peut-être. Il y a de l'inertie, il y a quelque chose qui bloque au niveau du marché ? Donc la libéralisation du marché n'est pas allée au fond ?

Benabbou - Justement ce n'est pas tout à fait le marché, mais il faut toujours des autorisations administratives qui entraînent beaucoup, ça demande beaucoup de temps.

Habib - On est à quel taux de chômage ?

Benabbou - Je n'ai pas le taux réel mais le taux réel est plus important que le taux officiel. Officiellement, on parle de 12, 13 %, mais je pense que c'est beaucoup plus important que ça.

Habib - Et ça, dans l'état actuel des choses, on n'y peut rien. Il n'y a pas de solution miracle.

Benabbou - Par rapport à quoi ?

Habib - Par rapport au chômage. Comment réduire le chômage ?

Benabbou - Comment réduire ce chômage, il faut favoriser la création des entreprises économiques. Et je vous dis même qu'il y a un autre chômage qui est déguisé. C'est la pléthore qui est dans l'administration. Quand j'étais chef d'établissement, l'Ecole Supérieure d'Economie, on m'a imposé un organigramme, qui est le même partout, j'aurais pu gérer cette école avec 10 % de moins, avec 10 % des effectifs prévus par exemple, ça ils ne sont pas déclarés comme chômeurs. Je pense que ça existe dans l'administration, dans des entreprises publiques. C'est une forme de distribution de la rente.

Habib - Mais ce n'est pas comme ça que l'Etat va économiser de l'argent.

Benabbou - Je ne sais pas. À l'époque j'avais dit qu'on ne peut pas calquer le même organigramme partout. Et il vous faut le même organigramme, avec tant de personnel. Sinon ce n'est pas correct du point de vue de la tutelle. Enfin le ministère de l'enseignement supérieur, c'est comme ça et pas autre chose.

Habib - Le marché informel, quel est le poids du marché informel dans l'économie globale en Algérie ?

Benabbou - Il est très important. Il y a plusieurs ministres qui ont donné plusieurs chiffres différents. Aucun ministre, des Finances ou même le Premier ministre de l'époque n'a pas donné une estimation. Mais on dit jusqu'à 60 milliards de dollars.

Habib - Et en termes en de pourcentage ?

Benabbou - En termes de pourcentage, c'est un tiers presque, 30% du PIB.

Habib - C'est difficile à comparer deux économies comme la Tunisie et l'Algérie, la Tunisie le secteur informel, c'est un chiffre de la Banque mondiale, 50 % de l'économie, 54 % ! Donc le tiers c'est ...

Benabbou - Le tiers c'est le minimum. Et j'ai dit que les chiffres sont très contradictoires. En Algérie le problème c'est ça, ce sont les statistiques qui posent problème, l'information économique. On n'a pas les données qu'il faut. Par rapport à ce problème, à l'économie informelle, on a plusieurs versions.

Habib - Parce que quand ça concerne un grand pan de l'économie, ça devient énorme. Son poids dans le fonctionnement.

Benabbou - Je suis d'accord. Et puis on ne fait pas assez pour pallier ce problème. Je me rappelle que, en 2011, parmi les causes, il y a plus d'une dizaine d'années on avait exigé à ce que toute dépense qui dépasse 50 000 dinars devait être, par exemple plus de cash. Soit le chèque, soit ...

Habib - Soit les cartes.

Benabbou - Ou les virements. Il y avait aussi problème de facturation. Ces deux décisions ont poussé certains acteurs économiques à encourager le soulèvement de 2011. Il y a une corrélation entre le soulèvement de 2011 par rapport au sucre, par rapport à l'huile, qui était l'argument qui était avancé comme étant la cause principale, mais aussi il y avait les opérateurs économiques qui ont refusé ces deux décisions, limiter à 50 000 dinars le cash et la facturation, l'exigence de facturer toute transaction. Ça a été annulé, le gouvernement de l'époque a fait marche arrière. On n'exige plus le chèque pour plus de 50 000 dinars, on n'exige plus la facturation et on a éliminé la TVA pour le sucre et pour l'huile.

Habib - Et pour les produits alimentaires de base comme la semoule ou la farine ou des choses comme ça, aussi ?

Benabbou - Non, ça c'est autre chose. La semoule ou le lait sont subventionnés par l'Etat, c'est le poste budgétaire subventions d'exploitation. Par exemple le lait, il revient à 50 dinars le litre mais il est vendu officiellement à 25 dinars, la différence c'est la subvention de l'Etat.

Habib - Le reste, c'est l'Etat.

Benabbou - Le reste c'est l'Etat qui met la main à la poche, qui finance les centrales laitières à travers les subventions d'exploitation.

Habib - L'énergie. Est-ce que la souveraineté énergétique de l'Algérie est garantie

aujourd'hui et pour combien de temps encore, si on continue dans le même modèle ?

Benabbou - La loi de finances de 2020 et même 2021, 2022, a supprimé le principe qui faisait que l'énergie est un secteur stratégique. Ce n'est plus le cas. Ils ont supprimé la règle de 51/49.

Habib - Pour les investissements.

Benabbou - Oui. On n'exige plus cette règle-là. Avant, pour tout investissement, c'était général. Pour les secteurs stratégiques comme le secteur énergétique, on exigeait un minimum de 51% de l'investissement qui devait être un investissement national et généralement étatique. Maintenant les deux principes ont sauté. Le secteur énergétique n'est plus stratégique et la règle des 51/49 n'existe plus.

Habib - Donc je peux venir demain, si j'en ai les moyens bien sûr, et investir dans une usine énergétique ou n'importe. N'importe qui peut le faire. Théoriquement.

Benabbou - La loi sur les hydrocarbures de 2019. À l'époque, il y avait des problèmes de recettes pétrolières, le prix du pétrole était trop bas. C'était en 2019. Cette loi a été instaurée afin d'attirer les Investissement Directs Etrangers, avec deux objectifs. Le financement, donc il faut attirer le capital étranger et le second objectif, la technologie parce qu'entre autres, les puits de pétrole ont un taux de récupération parmi le plus faible au monde, parce que c'est une technologie désuète, ancienne. Nos puits de pétrole, de gaz, ont besoin de nouvelles technologies assez récentes.

Habib - Et c'est si compliqué que ça, de remplacer matériellement la technologie ancienne, par une nouvelle technologie ?

Benabbou - C'est pas quelque chose de mécanique, mais c'est un processus qui dure dans le temps. Ce n'est pas simple parce qu'il faut se réapproprier cette technologie, et ça c'est un autre problème, mais il faut engager au moins le processus.

Habib - Et c'est engagé ?

Benabbou - La loi existe ça peut être une bonne chose, pourvu que le capital étranger vienne et s'installe chez nous.

Habib - Et c'est engagé, c'est en cours ?

Benabbou - J'ai lu il y a quelques jours dans la presse que Chevron, qui est un pétrolier américain, va investir dans le gaz de schiste par exemple. C'est une information que j'ai lue dans la presse.

Habib - C'est une catastrophe écologique.

Benabbou - Moi, je n'en fais pas une religion, mais à une seule condition, qu'il y ait une technologie qui protège l'environnement, *mahraba*. Il ne faut pas que cette technologie touche à l'environnement, ni à l'Albien.

Habib - Mais on sait que ça touche.

Benabbou - Si ça touche, je suis contre.

Habib - Comment vous pouvez vous convaincre ? Qu'est-ce qu'il vous faut pour ... ?

Benabbou - Il faut que l'Etat mette des garde-fous pour protéger l'environnement et l'Albien. Parce que le gaz de schiste, c'est une industrie qui consomme beaucoup d'eau. Enormément d'eau, avec des produits chimiques polluants.

Habib - Justement.

Benabbou - Très polluants. Je parle de la technologie d'il y a dix ans, est ce que ça a évolué ou non ? Je l'espère.

Habib - A ma connaissance, non.

Benabbou - Je ne sais pas. En tous les cas, le gaz de schiste, le gaz qui est exporté par les États-Unis et l'Europe, qui est pratiquement des centaines de milliards de recettes pour ...

Habib - Surtout depuis la crise ukrainienne.

Benabbou - C'est du gaz de schiste, Bon il y a le tight mais surtout le schiste. Il y a même le sable bitumineux, mais surtout le schiste et les trois, le tight ou les sables bitumineux ou le schiste se sont des hydrocarbures non conventionnels.

Habib - Est-ce qu'il y a...

Benabbou - Le forage, c'est le forage horizontal.

Habib - Oui, c'est la technique de la fracturation. On casse la roche pour dégager des gaz et on récupère ce gaz là et ainsi de suite. On ne va pas rentrer dans les détails, mais c'est pour ça qu'écologiquement, environnementalement, c'est assez dangereux quand même. Enfin d'après ce qu'on sait à l'état des connaissances dans ce domaine. Ce qui semble être plus ou moins confirmé, mais bon. Est-ce qu'il y a une orientation aujourd'hui vers le développement dans le secteur des énergies renouvelables ? Ce qu'on appelle les énergies renouvelables, pour sortir un peu de cette ère de l'énergie fossile.

Benabbou - Le premier programme qui a été lancés dans ce sens, c'était en 2011, c'était le programme pour l'efficacité énergétique, qui était lancé par le gouvernement de l'époque. C'est en 2015 qu'on a commencé à utiliser pour la première fois le terme transition énergétique. Et là, on a arrêté des objectifs. À l'époque, on est en 2015 et on prévoit de produire à l'échéance 2030, 22 gigawatts, ou 22 000 mégawatts, ce qui devait représenter un Mix énergétique composé de 40 % d'énergies renouvelables.

Habib - En Algérie.

Benabbou - En Algérie oui, et c'était en 2015, avec une combinaison du solaire, le solaire avec le photovoltaïque surtout le photovoltaïque et un petit peu de thermique, parce qu'il y a deux types d'énergie solaire, le photovoltaïque et la thermique. Et un peu d'éolien. Le reste, c'est la géothermie, c'était un programme assez ambitieux. En 2020, l'Algérie, sur les 22 000 mégawatts, n'avait que 400 mégawatts, 400 mégawatts de renouvelable, ce n'est rien.

Habib – Ce n'est rien du tout !

Benabbou - Ce n'est rien. Et donc fin 2020, il y a eu un nouveau programme, c'était de produire 15 gigawatts, 15 000 mégawatts à l'échéance 2027, à raison de 1000 mégawatts par année. Et on attend. Wait and see.

Habib - Vous y croyez ? Vous pensez qu'il y a une véritable volonté ?

Benabbou - Non, je ne pense pas.

Benabbou - Ce sont des vœux pieux, mais on n'a pas mis les moyens nécessaires pour. Même les 1000 mégawatts, on n'a pas d'échos. Est-ce que ça a été réalisé ? Les mégawatts, c'était avec le principe des trois P. C'est un partenariat public privé, même privé à l'étranger, qui est appliqué. C'était en 2022. 2023 *mezel*, on n'a pas encore lancé le deuxième millier de mégawatts.

Habib - On revient vers vous et vos recherches. Vous publiez pas mal. Ce que j'ai vu sur Internet parce que malheureusement, je n'ai pas eu le temps d'aller plus loin que de regarder sur Internet. J'ai lu certaines choses et qu'est-ce qui vous paraît important, pour le chercheur, à développer en ce moment ? Comme réflexions, comme travaux de recherche, sur quoi vous concentrez vos recherches ?

Benabbou - J'essaie de me spécialiser sur l'énergie. Je pense qu'il n'y a pas assez d'écrits d'économistes sur le sujet. Ce sont des généralistes, ce qui s'écrit de temps en temps, par rapport au secteur en tant que tel, ce n'est pas assez poussé comme recherches. D'autant plus que l'Algérie avait dégagé trois principaux axes de recherche prioritaires. Dont la sécurité énergétique. La sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire. Donc je me retrouve par rapport à l'axe prioritaire qui est celui de la sécurité énergétique. J'essaie de trouver un lien, de trouver une définition de la sécurité énergétique et de la transition énergétique qui corresponde à mes visions et à mes convictions et à mes idées.

Habib - Vous continuez à enseigner ?

Benabbou - Oui je continue à enseigner, jusqu'à présent.

Habib - Vous dirigez des thèses, des travaux de recherche ?

Benabbou - Oui.

Habib - Et quelle est la tendance actuelle sur quoi ils travaillent vos étudiants, par exemple ? Les vôtres ?

Benabbou - Je n'ai même pas le temps ... En général, ce qui me pose problème, c'est la tendance actuelle, je ne parle pas de mes étudiants, je parle en général, c'est la mathématisation poussée. Et bon, à la limite l'anglais, je suis d'accord, mais on a tendance à en faire un critère de recherche. Si vous avez des publications où il y a trop de mathématiques, c'est de l'économétrie. Et en anglais, ça passe, sinon ce n'est pas de la recherche et cela me pose problème. Je pense que les maths c'est pas, c'est pas un objectif en soi, ce n'est qu'un outil, c'est un moyen.

Habib - Un outil de travail.

Benabbou - C'est pas un objectif en soi. Mais la tendance chez nous, je ne sais pas le cas en Tunisie, mais chez nous, c'est la tendance.

Habib - Mais derrière ma question, c'était est-ce que ces questions dont on parle, la crise, le marché, l'énergie, l'économie de l'énergie comme ça, est ce que ce sont des choses qui attirent, est-ce qu'il y a un débat sur ces questions ? Est-ce que les jeunes se posent des questions là-dessus ?

Benabbou - Les thésards qui travaillent avec moi, la plupart c'étaient d'abord mes étudiants en graduation, ils travaillent sur l'énergie, mais aussi sur les questions qui touchent à l'économie du développement, tels que les axes que tu viens d'énumérer. Pour l'énergie souvent, chaque année, on fait des colloques, des journées d'étude, des journées doctorales, sans compter les séminaires, les cours. Donc ils sont bien imprégnés de la chose. Il fallait mettre en place la discipline économie de l'énergie. Il fallait que les doctorants s'imprègnent et connaissent le contenu, parce que ce n'est pas évident, c'est une nouvelle discipline qui n'est pas très connue.

Habib - Mais le problème est là et c'est eux qui vont diriger le pays plus tard !

Benabbou - Tout à fait. On est en train de faire des programmes pour la nouvelle spécialité, économie d'énergie et environnement, les trois E, Economie d'Energie et Environnement. Et ça m'a fait plaisir qu'il y ait des doctorants qui ont participé. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas fait tout le travail, non, j'ai dit qu'ils ont participé avec nous enseignants, avec le comité, dans l'élaboration du programme de la nouvelle spécialité.

Habib - Est-ce que vous, le chercheur bien sûr, les choses personnelles ne sont pas particulièrement importantes, quoi que, parfois ça peut se révéler important, mais surtout le chercheur, est-ce que vous êtes consulté par les responsables de ces secteurs, que ce soit au niveau de l'État, que ce soit au niveau des entreprises ? Est-ce que vous, vous êtes consulté, est-ce que vous êtes impliqué dans la réflexion ?

Benabbou - Il faut ajouter impliqué par les affaires étrangères algériennes, il y avait une réunion des 5 plus 5, les cinq pays du nord et les cinq pays du sud de la méditerranée, c'était en 2018. On m'a sollicité, j'ai participé activement.

Habib - En tant que chercheur.

Benabbou - En tant que chercheur expert, oui.

Habib - En gros, vous avez fait des conférences, vous avez ...

Benabbou - Oui mais j'ai participé dans les préparatifs de cette conférence. Et je suis membre de l'AIG, qui est l'association algérienne de l'industrie gazière. C'est une association qui est sous la houlette de la SONATRACH qui est un petit peu sur le gaz, et qui englobe tous les acteurs de l'énergie, y compris les académiciens, j'avais participé dans plusieurs de ces symposiums et j'étais plusieurs fois membre des comités de lecture.

Habib - Et on vous demande des rapports, vous faites des rapports ?

Benabbou - On me demande des publications, des communications, oui.

Habib - Et quels sont vos circuits de diffusion ? Vous communiquez où, vous écrivez où, vous publiez dans quoi ?

Benabbou - J'ai des publications dans des revues académiques, et aussi dans la presse,

j'ai des publications dans la presse, je ne sais pas si vous avez consulté...

Habib - Des articles.

Benabbou - Des articles de presse, oui.

Habib - Et pourquoi le choix de la presse ? Parce que ça c'est un choix, vous êtes universitaire.

Benabbou - On me sollicite, ce n'est pas un choix !

Habib - Oui mais je veux dire vous acceptez, on vous sollicite et vous finissez par accepter. Comme d'autres, certains refusent, mais c'est leur problème. Vous, vous l'acceptez. L'idée, il y a une question d'utilité dans ce que vous faites, vous voulez communiquer avec le public, les lecteurs, les gens qui ne sont pas forcément ...

Benabbou - J'espère que c'est utile. Je veux bien, j'espère bien. Sinon, à quoi ça aurait servi ?

Habib - Parce que les spécialistes, les décideurs, vous n'avez pas besoin d'écrire dans la presse pour communiquer avec eux. J'imagine, parce qu'il y a d'autres circuits, s'ils veulent vous écouter, ils peuvent vous convoquer, du moins vous inviter.

Benabbou - Je ne suis pas pour les circuits informels. On me demande de faire des, de donner un avis, mais de façon pas très officielle, pas très ... Ça, j'ai refusé, ça m'a été demandé, j'ai refusé.

Habib - Mais c'est un peu le fond de ma question, est ce que vous êtes utilisé, pour défendre telle ou telle orientation ?

Benabbou - Je refuse d'être utilisé. Mais si je développe des idées qui coïncident avec mes convictions, avec ma vision des choses, qui est partagée par d'autres, je ne considère pas ça comme de l'utilitarisme.

Habib - Non, ça c'est tout à fait normal.

Benabbou - Comme une manipulation, comme si j'étais utilisé. Mais il arrive parfois que la rencontre, par exemple 5 plus 5, qui était organisée par le ministère des Affaires étrangères, j'ai participé activement et je croyais à ce que je faisais.

Habib - Et ça a abouti à quelque chose ?

Benabbou - Je pense que oui. Je l'espère du moins.

Habib - Ce programme continue à exister, cinq plus cinq ?

Benabbou - C'était en 2018, où l'Algérie gérait le dossier de l'énergie.

Habib - D'accord. Et donc aujourd'hui, en Tunisie, l'énergie pour la Tunisie aujourd'hui, elle vient essentiellement de l'Algérie. C'est aussi un outil politique ?

Benabbou - La première fois où j'ai vu dans ma vie une ferme éolienne, c'était en 2008

c'était en Tunisie, je n'ai jamais vu auparavant. Et à l'époque on nous a dit que les renouvelables en Tunisie vont reconstituer, on était en 2008, 2007, je ne me rappelle pas la date exacte, dans dix ans ça allait constituer plus de 50 % du mix énergétique, je ne sais pas où est ce qu'ils en sont.

Habib - Non, pas encore !

Benabbou - En tous cas chez nous il n'y avait pas de ferme éolienne à cette époque. En Tunisie il y en avait.

Habib - Et maintenant il y en a ? Ça se développe l'économie éolienne, enfin l'énergie éolienne ?

Benabbou - Pas beaucoup. Mais à Adrar, il y a une ferme éolienne du CDER, parce qu'il y a un couloir venteux. Donc ils l'ont installée, mais il n'y a pas d'intérêt manifeste pour l'éolien pour le moment en Algérie.

Habib - Par contre, il y a un intérêt, si je ne me trompe pas, pour l'énergie solaire, le développement de grandes unités de production d'électricité dans le sud de l'Algérie ? Ça n'a pas encore démarré ?

Benabbou - J'avais dit qu'en 2020 sur les 22 000 mégas, on n'était qu'à 400. 400 ce n'est même pas 1000. Ce n'est même pas la moitié de 1000. Alors que c'était 22 000, l'échéance de 2030 n'est pas loin !

Habib - C'est dans sept ans, c'est rien.

Benabbou - Et ensuite, en 2020, c'était 1000 mégawatts par année. En 2020, on est au début de 2023, un seul millier de méga. Comment on va rattraper le retard ?

Habib - Je me permets de vous renvoyer la question.

Benabbou - Il n'y a pas assez de volonté. On parle beaucoup.

Habib - Au niveau du pouvoir ?

Benabbou - Oui, quand il y avait l'embellie financière, on aurait pu investir dans le renouvelable, depuis 2000 jusqu'à 2015, 2016, on ne l'a pas fait malheureusement.

Habib - En fait c'est ça, je tourne en rond, moi, autour de cette question-là, pourquoi on ne le fait pas, puisqu'il y a de l'argent, puisqu'il y a de l'énergie ? Puisqu'il y a la crise, malheureusement pour certains, mais les malheurs des uns peuvent profiter à d'autres, pourquoi on ne profite pas de cette manne d'argent qui arrive ?

Benabbou - On a construit des millions de logements en Algérie. C'est tant mieux pour les besoins de la population. C'est parmi les programmes les plus ambitieux au monde. Mais malheureusement ces logements ont été construits avec des méthodes anciennes. On n'a pas prévu l'isolation thermique par exemple, on ne l'a pas imposée. Moi quand, j'ai commencé à construire ici, on ne nous a pas imposé des normes, comme par exemple en Europe la norme HQE, haute qualité environnementale, non, rien ! A part l'anti sismique, c'est tout. Il fallait renforcer le béton armé avec le ferrailage qu'il faut. Mais on a construit avec des normes qui ont plus d'un siècle. Alors qu'ailleurs il y a de nouveaux matériaux de

construction plus légers et plus résistants, surtout l'isolation thermique, on consomme moins d'énergie, l'hiver contre le froid, et l'été contre la chaleur. On aurait pas utilisé tant de climatiseurs et provoqué des pics de consommation qui provoquent par la suite des délestages. Mes frères qui habitent en France, pour 1 € symbolique, ils ont pu obtenir l'isolation totale de leur maison. Est ce qu'on parle de ça chez nous ? On aurait fait beaucoup d'économies d'énergie.

Habib - Et il n'y a pas, il n'y a personne ... Enfin j'imagine qu'il y a des gens au pouvoir qui pensent à ça, mais que c'est vraiment la volonté qui manque ? Il y a des blocages, il y a, pas quelqu'un évidemment on ne bloque pas un système, une personne ne bloque pas un système, mais il y a des blocages pour ne pas aller dans ce genre de ... politiques ?

Benabbou - Quand il n'y a pas assez de rentrées de devises, tous les problèmes apparaissent. Quand les prix du pétrole augmentent, ça y est il n'y a plus de problèmes. On oublie tout, on ne parle plus de ça.

Habib - On distribue ce qu'on peut et puis on maintient le calme. L'Algérie dans 20 ans, c'est quoi ?

Benabbou - D'après les prévisions et dans l'état actuel des réserves, dans 20 ans, il y aura moins de pétrole, moins de recettes pétrolières, un peu de gaz qui va suffire juste pour la consommation nationale.

Habib - Et ?

Benabbou - Et donc il n'y aura pas de rente. Peut-être que c'est à ce moment que l'Algérie se réveillera, elle pensera à son système productif. Bon, on ne vit pas en autarcie, dans 20 ans c'est aussi l'environnement international qui va changer. J'espère qu'on aura des responsables clairvoyants qui sauront planifier l'Algérie pour les 20 années à venir.

Habib - Un élément positif qui donne de l'espérance pour finir cet échange passionnant ?

Benabbou - On est condamné à être positif. Il faut toujours espérer, il faut toujours qu'il y ait de l'espoir. Moi, je pense que l'Algérie avec sa jeunesse qui représente le gros de la population, c'est un atout et la jeunesse est de plus en plus instruite et cela constitue une richesse pour le pays. Le numérique qui s'impose progressivement constitue pratiquement un point important pour l'avenir, tout à l'heure, on parlait d'économie parallèle ou informelle. Je pense que le numérique pourra faire disparaître progressivement cette économie parallèle. Quand il y a la traçabilité, quand il y a la monétique, à ce moment-là, ça constitue un jalon pour contribuer afin de se diriger vers une économie plus productive et plus saine.